



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE
INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES
DES AUTORITES CONTRACTANTES
AU TITRE DE LA GESTION 2013**

**GROUPE III
LONASE**

RAPPORT DEFINITIF

ARMP – Autorité de Régulation des Marchés Publics
Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber
BP 11303 - Dakar - Sénégal

Ce document contient 27 pages (incluant celle-ci)

Réf. : NDS/DSDS/OS/MS/2015-05/644



SOMMAIRE

SYNTHESE	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	8
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
3. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	14
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	14
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	15
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	15
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	15
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.1.7 Autres	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	15
3.2.1 Echantillon	15
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	16
3.2.3 Marchés conclus par AOO	17
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP	17
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP	17
3.2.4 Marchés conclus par AOR	18
3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles	18

3.2.6	<i>Marchés conclus par DRP</i>	18
3.2.7	<i>Marchés passés par Entente Directe</i>	18
3.2.8	<i>Avenants</i>	18
3.2.9	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	18
3.2.10	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	19
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	19
3.4	<i>Constats relatifs à l'Inspection physique</i>	19
4.	<i>SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</i>	20
5.	<i>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</i>	22
6.	<i>STATISTIQUES DES ANOMALIES</i>	23
7.	<i>ANNEXE</i>	24
7.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	24
7.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	27

ABREVIATIONS ET ACRONYMES



PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
ANO	Avis de non objection
APIX	Agence de Promotion des Investissements et grands travaux
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CFA	Communautés Financières d'Afrique
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DPAO	Données Particulières de l'Appel d'Offres
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TDR	Termes de référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION







1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
-  l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

-  l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
-  la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
-  et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées dans les TDR, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;

- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de lui faciliter l'introduction auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué dans les TDR), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

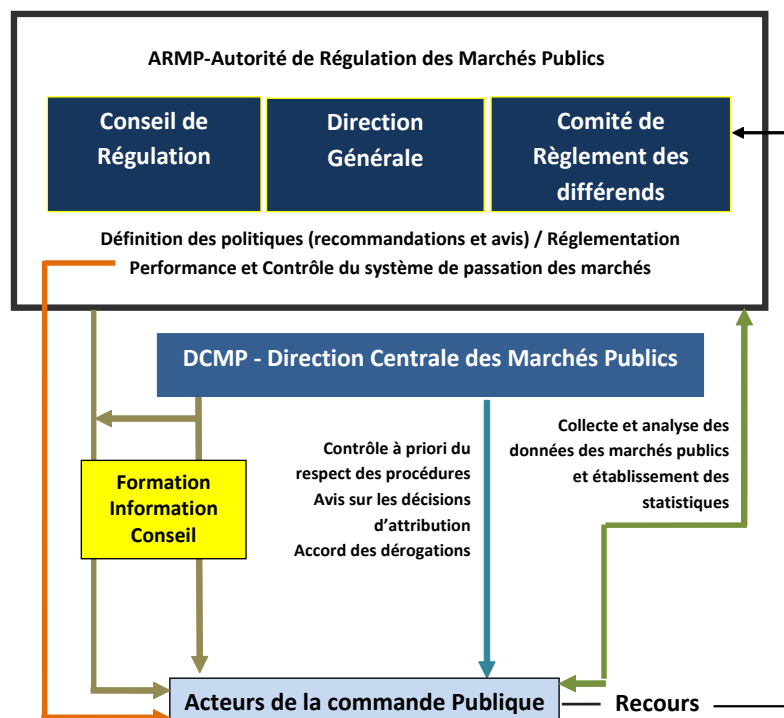
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Lonase. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :





Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



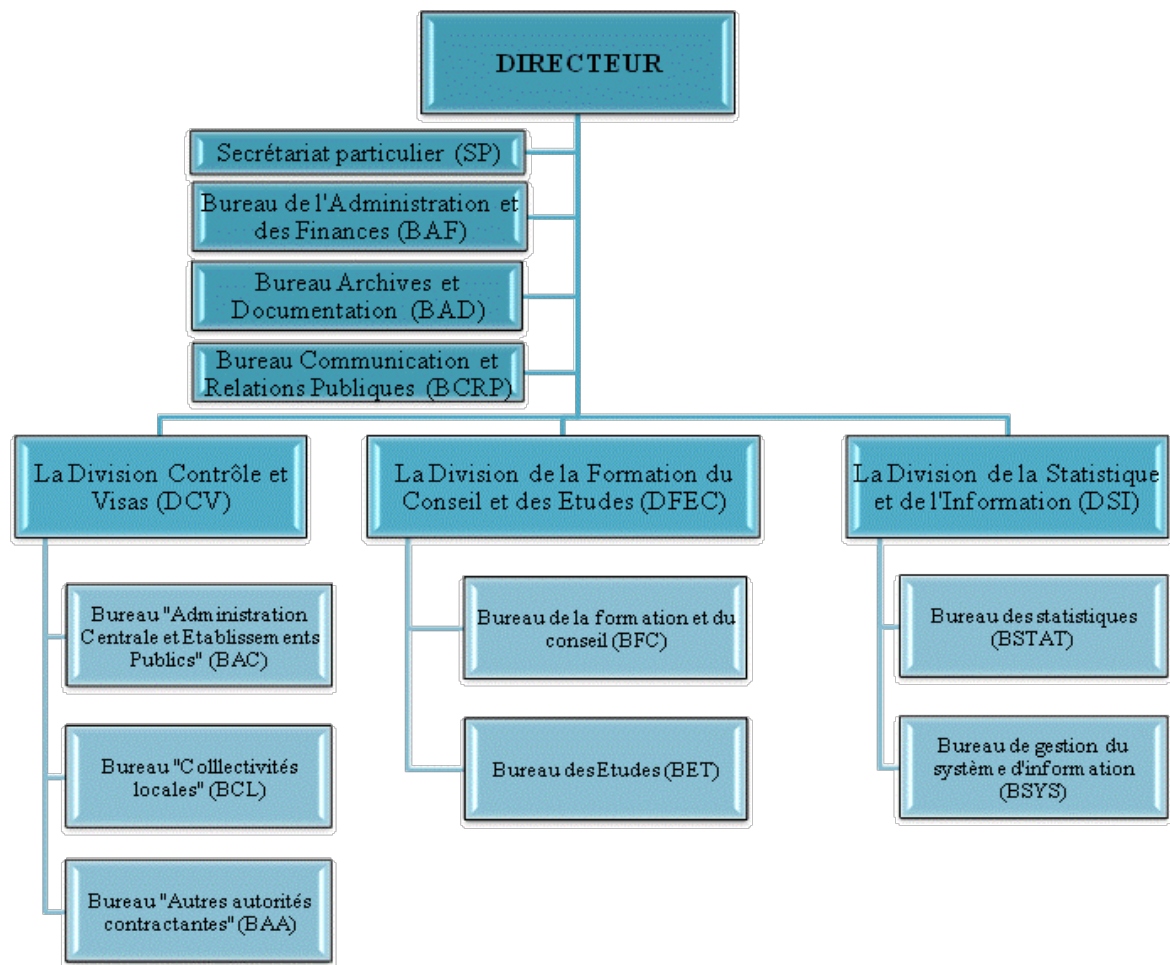
la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

-  d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
-  d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
-  d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
-  de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

La Société nationale, la Loterie Nationale Sénégalaise (LONASE) a été créée sous la forme d'une société anonyme le 29 juillet 1966. Elle est régie par la loi n°87-43 du 28 décembre 1987 et les décrets n°89-034 du 09 janvier 1989 et n°89-062 du 17 janvier 1989 approuvant son cahier des charges.

En vertu de la loi précitée, la LONASE a pour principale activité l'exploitation du monopole appartenant à l'Etat en matière de loteries, jeux et pronostics. Elle tire ses ressources du solde concessionnaire correspondant à la différence entre le chiffre d'affaires et l'ensemble des charges de la grille de répartition des revenus issus de l'exploitation de la concession entre l'Etat, les parieurs et les vendeurs.

La LONASE est placée sous la tutelle du Ministère des Economie et Finances.

3.1.2 Commission des marchés

Nous avons reçu la Note N°4570 en date du 28 janvier 2013, portant création de la Commission des marchés de la LONASE. Cette Note a été transmise à la DCMP et à l'ARMP tardivement après le délai du 05 janvier au plus tard, comme stipulé dans l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.

Nous avons reçu les attestations de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique pour l'exercice 2013 et nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

3.1.3 Cellule de Passation des marchés

Nous avons reçu la Note N04428 portant création de la Cellule de passation des marchés de la LONASE en date du 14 janvier 2013, ainsi que les attestations de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique pour l'exercice 2013.

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives sur la désignation des membres de la Cellule de Passation des marchés.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Les rapports trimestriels et le rapport annuel n'ont pas été produits par la Cellule de Passation des marchés contrairement à ce que stipule l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Nous avons reçu le Plan de Passation des Marchés de la LONASE et nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

Nous avons reçu l'Avis Général de Passation des Marchés qui a été publié dans le quotidien « LE SOLEIL » du 29 janvier 2013 et n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

3.1.6 Archivage des dossiers

Nous avons constaté un réel défaut d'archivage. Les dossiers de marchés ne sont pas exhaustifs et nous avons constaté de nombreux doublons des pièces dans les dossiers de marchés.

Ceci a rendu très difficile l'exécution de nos travaux.

3.1.7 Autres

Non applicable.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

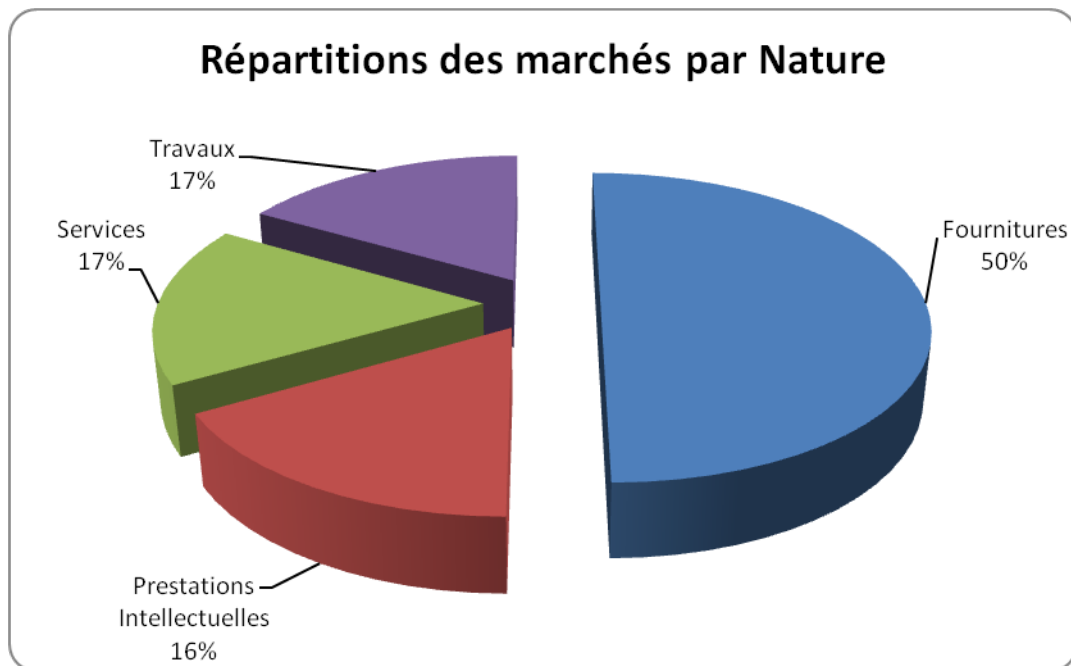
3.2.1 Echantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2013 par la LONASE.

La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	3	219 299 000	3	219 299 000	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	12	253 164 070	5	128 980 976	42%	51%
TOTAL	15	472 463 070	8	348 279 976	53%	74%

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- ✚ 50% de marchés de fournitures pour un montant 212 954 350 FCFA
- ✚ 17% de marchés de travaux pour un montant de 28 096 626 FCFA
- ✚ 16% de marchés de prestations intellectuelles pour un montant de 27 450 000 FCFA
- ✚ 17% de marchés de services pour un montant de 18 880 000 FCFA TTC

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA	
Fournitures	15 000 000
Travaux	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000
Services	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP en vigueur.

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP

Nous n'avons pas relevé de marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP.

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP

Nous avons relevé les constats suivants sur les marchés revus.

1. AOO : Acquisition de onze (11) véhicules Pick up double cabine attribué à la Sénégalaise de l'Automobile pour un montant de 158 40 000 FCFA.

- La date de dépôt des offres a été reportée suite à une réclamation sur les spécifications techniques qui a été actée par la Décision de l'ARMP N0214/13/ARMP/CRD en date du 31 juillet 2013.
- Nous avons constaté des faiblesses dans la maîtrise de la procédure d'évaluation et d'attribution des offres et ceci malgré la formation du personnel de la Cellule et de la Commission des Marchés Publics.
- En effet, lors de la première évaluation, CCBM Industrie a été déclarée non conforme parce qu'elle a mentionné dans son offre que le réservoir de ses véhicules était de 74 litres conformément aux DAO. Mais après investigations, la Lonase s'est rendu compte que le réservoir n'était que de 58 litres. Elle a donc éliminé CCBM sur cette base. Cette dernière a fait un recours gracieux auprès de l'ARMP qui a demandé que l'évaluation soit reprise et que seuls les critères du DAO soient pris en compte. A la suite de la seconde évaluation, la CCBM Industrie a été déclaré attributaire, mais lors de la livraison, la Lonase a constaté plusieurs manquements aux critères techniques et après mise en demeure, a résilié le contrat.

2. AOO : Fourniture de matériels informatiques avec solutions logicielles attribué à NEUROTECH d'un montant de 65 547 909 FCFA

- Nous avons constaté des incohérences de dates dans la procédure de négociation du contrat. En effet, la lettre d'invitation adressé à l'attributaire provisoire l'invitant à participer à une réunion de négociation (revoir à la baisse son offre pour problème budgétaire) date du 12/11/2013 pour une convocation le même jour; or le cachet de l'accusé de réception date du 13/11/2013 soit un jour après la date de la tenue de la réunion.

3. AOO : Entretien et nettoyage des locaux de la LONASE attribué à AUTOLAND pour un montant de 1 899 000 FCFA.

- Les délais accordés pour le dépôt des offres à compter de la date de publication de l'avis d'appel d'offres sont longs. En effet, l'AAO publié le 25/02/2013 définie comme date limite de dépôt des offres le 03/04/2013 soit un délai de 38 jours.
- Le PV d'attribution provisoire date du 15 avril 2013 mais l'avis d'attribution provisoire n'a été publié que le 07 juin 2013 au journal « Le Soleil » soit environs 1 mois et 22 jours après l'attribution.
- Nous avons constaté que la date de souscription est antérieure à la date d'approbation. En effet, la date de souscription est le 03/07/2013 et la date d'approbation le 15/05/2013.
- Les lettres de notification de rejet ne sont pas déchargées par les soumissionnaires.

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par Appel d'Offre Restreint.

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

Nous n'avons pas relevé de marchés de prestations intellectuelles.

3.2.6 Marchés conclus par DRP

Nous avons relevé sur l'ensemble des DRP revues que la procédure de passation des marchés n'a globalement pas été respectée telle que défini dans le CMP.

En effet, nous avons constaté dans la plus part des DRP que :

- le dossier type de DRP fourni par la DCMP n'a pas été utilisé ;
- les lettres d'invitation, les lettres de notification de rejets et d'attribution n'ont pas été déchargées par les candidats sélectionnés et le carnet de transmission n'est pas lisible ;
- il n'y'a pas eu de contrats pour les DRP atteignant le seuil ;
- les délais d'exécution ou de livraison ne sont pas précisés ;
- la chronologie des dates des documents n'est pas toujours cohérente.
- Etc

A cet effet, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la correcte application de la procédure de passation des marchés conclus par DRP.

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par Entente Directe.

3.2.8 Avenants

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par Avenant.

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous n'avons pas relevé de cas de fractionnement potentiel.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

1. AOO : Acquisition de onze (11) véhicules Pick up double cabine attribué à la Sénégalaise de l'Automobile pour un montant de 158 40 000 FCFA.

Concernant ce marché,

- il y a eu une première réclamation qui a porté sur les termes de référence du dossier d'appel d'offres et qui a été actée par la Décision de l'ARMP N0214/13/ARMP/CRD en date du 31 juillet 2013.
- une seconde réclamation a porté sur l'évaluation des offres. Le recours gracieux avait été introduit par CCBM Industries qui a entraîné la réévaluation des offres et l'attribution du marché à CCBM Industries.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Nous n'avons pas relevé d'anomalies sur l'exécution financière des marchés revus.

3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique

Nous n'avons pas relevé d'anomalies sur l'audit physique.

4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
Dispositif Organisationnel		
1	Nous avons reçu la Note N°4570 en date du 28 janvier 2013, portant création de la Commission des marchés de la LONASE. La note portant création de la Commission des marchés a été transmise à la DCMP et à l'ARMP après le délai requis du 05 janvier au plus tard.	Nous recommandons à la LONASE de transmettre les actes de nominations de la Commission des Marchés au plus tard le 05 janvier de l'année de l'exercice concerné comme stipulé dans l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.
2	Les rapports trimestriels et le rapport annuel n'ont pas été produits par la Cellule de Passation des marchés	Nous recommandons à la LONASE de produire un rapport à chaque trimestre ainsi qu'un rapport annuel pour les marchés passés conformément l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.
AOO-AOR		
1	AOO : Acquisition de onze (11) véhicules Pick up double cabine attribué à la Sénégalaise de l'Automobile pour un montant de 158 40 000 FCFA. Nous constatons des faiblesses dans la maîtrise de la procédure d'évaluation et ceci malgré la formation du personnel de la Cellule et de la Commission des Marchés Publics.	Nous recommandons à la LONASE prendre les dispositions nécessaires pour renforcer les capacités des membres de la Cellule de passation des marchés ainsi que de la Commission des marchés en matières de passation de marchés, notamment pour ce qui est de l'évaluation et de l'attribution des marchés.
2	AOO : Fourniture de matériels informatiques avec solutions logicielles attribué à NEUROTECH pour un montant de 65 547 909 FCFA Nous constatons des incohérences de dates dans la procédure de négociation du contrat avec l'attributaire du marché	Nous recommandons à la LONASE de produire les documents de marchés en temps réel et de veiller à la cohérence des dates
3	AOO : Entretien et nettoyage des locaux de la LONASE attribué à AUTOLAND pour un montant de 1 899 000 FCFA. Les délais accordés pour le dépôt des offres à compter de la date de publication de l'avis d'appel d'offres sont longs. En effet, l'AAO publié le 25/02/2013 définie comme date limite de dépôt des offres le 03 Avril 2013 soit un délai de 38 jours accordés.	Nous recommandons à la LONASE d'accorder dans les procédures d'appels d'offres, délai minimal 30 jours calendaires pour le dépôt des offres à compter de la date de publication de l'avis d'appel à la concurrence, conformément aux dispositions de l'article 63 du code des marchés publics.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
4	La publication de l'attribution provisoire à pris du temps. L'attribution provisoire en date du 15 avril 2013 n'a été publiée que le 07 juin 2013 au journal le Soleil 013 alors que l'attribution a eu lieu le 15 avril soit environs 1 mois et 22 jours	Nous recommandons à la LONASE de publier dès l'instant qu'elle a approuvé la décision de la commission des marchés, un avis d'attribution provisoire. L'autorité contractante doit par ailleurs aviser immédiatement les autres candidats non retenus, conformément aux dispositions de l'article 83 du code des marchés publics.
5	Nous constatons que la date de souscription est antérieure à la date d'approbation. La date de souscription est le 03/07/2013 et la date d'approbation le 15/05/2013.	Nous recommandons à la LONASE de veiller à la cohérence des dates sur toute la procédure de passation des marchés.
6	Les lettres de notification de rejet aux soumissionnaires ne sont pas déchargées par ces derniers.	Nous recommandons à la LONASE de matérialiser la réception effective des lettres de rejet aux soumissionnaires non retenus.
DRP		
1	Pour toutes les demandes de renseignements et prix, la procédure de passation des marchés n'a pas été respectée.	Nous recommandons à la LONASE de se conformer à la procédure de passation de marchés telle que définie par le CMP.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

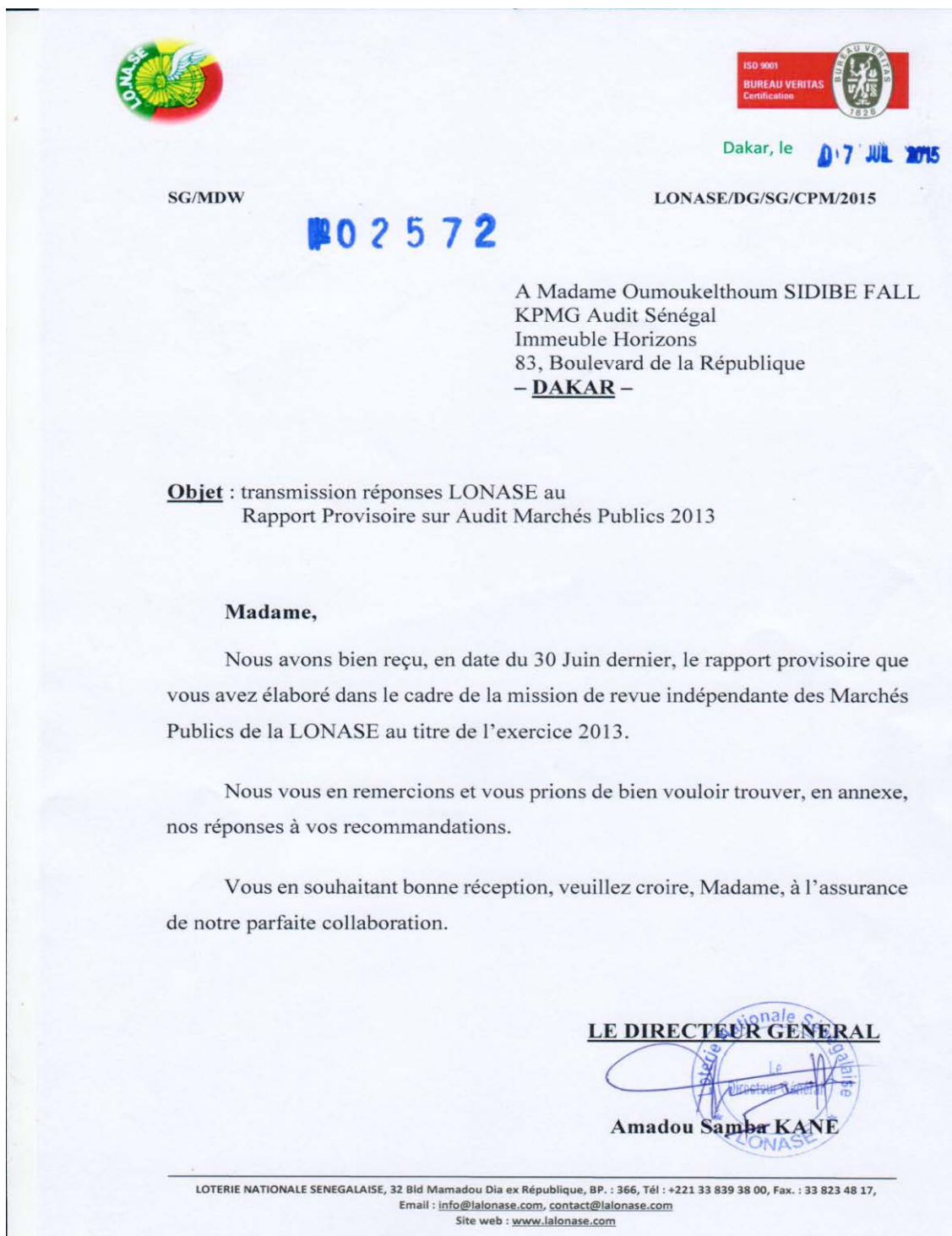
N°	Constats	Recommandations	Niveau d'application
1.	Défaut de publication de l'attribution définitive pour les appels d'offres ouverts.	Veiller au respect des dispositions de l'article 85 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.	Résolu
2.	Non transmission à la DCMF du procès verbal d'attribution des DRP pour publication sur le portail des marchés publics,	Veiller au respect des dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.	Non résolu
3.	Défaut de matérialisation des invitations adressées aux soumissionnaires	Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Non résolu
4.	La non-inscription de certains marchés dans le PPM	Respecter les dispositions de l'article 6 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Résolu
5.	Le défaut d'approbation des contrats par l'autorité compétente	Respecter les dispositions de l'article 30 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Résolu
6.	Absence de documents attestant de la qualification des soumissionnaires dans le cadre des DRP.	Respecter les dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Non résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Marchés / Anomalies	Appels d'offres ouverts	Demandes de renseignements et de prix	Total	Statistiques des anomalies
Les délais d'évaluation et d'attribution sont longs	2		3	67%
Les lettres adressées aux soumissionnaires ne sont pas déchargées	1		3	33%
Le modèle de la DCMP n'a pas été appliqué		100%	5	100%
Les lettres d'invitation ne sont pas déchargées		100%	5	100%
Les DRP attribuées n'ont pas été communiquées à la DCMP		100%	5	100%
Les notifications de rejet ne sont pas déchargées par les soumissionnaires		100%	5	100%
Les dossiers de marché ne sont pas exhaustifs	100%	100%	8	100%

7. ANNEXE

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante



SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS REPNSES DE LA LONASE

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la Lonase
Dispositif Organisationnel			
1	Nous avons reçu la Note N°4570 en date du 28 janvier 2013, portant création de la Commission des marchés de la LONASE. La note portant création de la Commission des marchés a été transmise à la DCMF et à l'ARMP après le délai requis du 05 janvier au plus tard.	Nous recommandons à la LONASE de transmettre les actes de nominations de la Commission des Marchés au plus tard le 05 janvier de l'année de l'exercice concerné comme stipulé dans l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.	La LONASE en prend acte. Les dispositions sont prises pour le respect du délai du 05 janvier.
2	Les rapports trimestriels et le rapport annuel n'ont pas été produits par la Cellule de Passation des marchés	Nous recommandons à la LONASE de produire un rapport à chaque trimestre ainsi qu'un rapport annuel pour les marchés passés conformément à l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.	En 2013, des manquements ont été notés sur le fonctionnement de la Cellule de passation des Marchés de la LONASE. Un nouveau Coordonnateur a été nommé à partir de janvier 2014 pour entre autre, remédier à ce genre de dysfonctionnement.
AOO-AOR			
1	AOO : Acquisition de onze (11) véhicules Pick up double cabine attribué à la Sénégalaise de l'Automobile pour un montant de 158 40 000 FCFA. Nous constatons des faiblesses dans la maîtrise de la procédure d'évaluation et ceci malgré la formation du personnel de la Cellule et de la Commission des Marchés Publics.	Nous recommandons à la LONASE prendre les dispositions nécessaires pour renforcer les capacités des membres de la Cellule de passation des marchés ainsi que de la Commission des marchés en matières de passation de marchés, notamment pour ce qui est de l'évaluation et de l'attribution des marchés.	La finalité du processus de cet Appel d'Offre montre que la LONASE a bien mené l'affaire puisque le fournisseur (CCBM INDUSTRIES) qui a fait recours à l'arbitrage de l'ARMP, a finalement perdu le marché au profit de LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE. L'évaluation des offres a été bien faite et le meilleur a été choisi : toutefois, la LONASE s'étant inscrite dans une démarche d'amélioration continue, procède à la formation permanente de ses agents pour renforcer leur capacité en général et en matière de passation de marchés en particulier.
2	AOO : Fourniture de matériels informatiques avec solutions logicielles attribué à NEUROTECH pour un montant de 65 547 909 FCFA Nous constatons des incohérences de dates dans la procédure de négociation du contrat avec l'attributaire du marché	Nous recommandons à la LONASE de produire les documents de marchés en temps réel et de veiller à la cohérence des dates	Sur ce dossier, la négociation a été menée d'abord verbalement avec l'attributaire, ensuite celui-ci a tenu à ce que la demande de la LONASE soit formalisée. C'est ce qui explique le décalage de deux jours.

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la Lonase
3	AOO : Entretien et nettoyage des locaux de la LONASE attribué à AUTOLAND pour un montant de 1 899 000 FCFA. Les délais accordés pour le dépôt des offres à compter de la date de publication de l'avis d'appel d'offres sont longs. En effet, l'AAO publié le 25/02/2013 définit comme date limite de dépôt des offres le 03 Avril 2013 soit un délai de 38 jours accordés.	Nous recommandons à la LONASE d'accorder dans les procédures d'appels d'offres, délai minimal 30 jours calendaires pour le dépôt des offres à compter de la date de publication de l'avis d'appel à la concurrence, conformément aux dispositions de l'article 63 du code des marchés publics.	Le délai de 38 jours est dû à la non disponibilité du Président de la Commission des Marchés ainsi que de son suppléant. Leur absence étant été programmée bien avant la préparation de l'Appel d'Offres, il a fallu repousser le délai d'une semaine. Il s'agit là d'un cas exceptionnel.
4	La publication de l'attribution provisoire à pris du temps. L'attribution provisoire en date du 15 avril 2013 n'a été publiée que le 07 juin 2013 au journal le Soleil 013 alors que l'attribution a eu lieu le 15 avril soit environs 1 mois et 22 jours	Nous recommandons à la LONASE de publier dès l'instant qu'elle a approuvé la décision de la commission des marchés, un avis d'attribution provisoire. L'autorité contractante doit par ailleurs aviser immédiatement les autres candidats non retenus, conformément aux dispositions de l'article 83 du code des marchés publics.	La LONASE prend acte. Ces dispositions sont respectées depuis la nomination d'un nouveau Coordonnateur pour tous les Dossiers d'Appel d'Offres.
5	Nous constatons que la date de souscription est antérieure à la date d'approbation. La date de souscription est le 03/07/2013 et la date d'approbation le 15/05/2013.	Nous recommandons à la LONASE de veiller à la cohérence des dates sur toute la procédure de passation des marchés.	..
6	Les lettres de notification de rejet aux soumissionnaires ne sont pas déchargées par ces derniers.	Nous recommandons à la LONASE de matérialiser la réception effective des lettres de rejet aux soumissionnaires non retenus.	..
DRP			
1	Pour toutes les demandes de renseignements et prix, la procédure de passation des marchés n'a pas été respectée.	Nous recommandons à la LONASE de se conformer à la procédure de passation de marchés telle que définie par le CMP.	Cette recommandation du Cabinet est appliquée depuis l'exercice 2014 conformément au Code des Marchés Publics.

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

Nous prenons acte des explications fournies.